

Présence et Action Culturelles

Points de vue

Pour un débat sur la valeur : Plus-value financière ou désir d'humanité ?

Marc Sinnaeve

Président de la section Presse et information de l'Ihecs
(Institut des hautes études des communications sociales)

Jamais une crise n'aura mieux montré que celle-ci le caractère étroitement articulé des inégalités économiques et sociales. Les victimes directes de la crise des *subprimes* aux Etats-Unis, comme celles de la profonde crise économique qui s'annonce, paient par leur appauvrissement l'enrichissement de ceux qui ont profité de la « bulle immobilière ».

Mais l'économie *financière* n'a pas attendu le déclenchement de la crise pour *contaminer* l'économie *réelle*...

Les rendements financiers attractifs proposés par l'épargne-pension ou d'autres formes d'investissements spéculatifs, on le sait, se traduisent presque toujours par un coût économique et social direct : la fermeture ou la restructuration massive annoncée d'une entreprise cotée en bourse pousse immédiatement à la hausse la valeur de l'action de cette entreprise... par anticipation d'un prochain bilan comptable de l'entreprise « allégé » des salaires des travailleurs licenciés. Illustration on ne peut plus convaincante du lien indissoluble

que posait un auteur français du 18^{ème} siècle entre la magnificence de « quelques-uns » et la misère de « tout le reste » : « *Si quelques particuliers ne sont pas si magnifiques, tout le reste ne sera pas si misérable.* »¹

Etrangement, alors qu'elle est le moteur même de la crise, la logique capitaliste de la recherche de toujours plus de profit est très peu évoquée, ou du bout des lèvres, comme facteur de responsabilité. Le mot lui-même semble mis à l'index. Tabou. On invoque ainsi des facteurs extérieurs pour mieux préserver un des postulats « théologiques » de l'orthodoxie du capitalisme : la perfection inhérente à l'essence même du marché. Dans cet état d'esprit, souligne le grand économiste américain aujourd'hui disparu John Kenneth Galbraith, ce sont les questions les moins importantes qui sont les plus vivement discutées : dans le cas présent, on épingle la cupidité des plus malhonnêtes, l'irrationalité des traders, ou encore l'information déficiente délivrée par ceux qui auraient dû voir arriver la catastrophe et tirer le signal d'alarme...

De toute évidence, la mécanique spéculative propre au marché et aux acteurs est ignorée, parce que doctrinairement inacceptable... A mesure que les gains s'accumulent, grandissent aussi, chez les individus comme dans les institutions, le sentiment de puissance et l'illusion d'intelligence que renvoie le préjugé collectif qui veut que les deux soient liés, c'est-à-dire que l'intelligence soit proportionnelle à l'argent que l'on possède. « *La conviction ainsi ancrée produit l'action*, écrivait Galbraith en 1990 : *on surenchérit, on fait monter les prix. La dynamique de la hausse conforte l'intéressé dans son choix, elle lui prouve sa propre sagesse et celle du groupe. Et ça continue jusqu'au jour de la désillusion générale et du krach.* »² Le krach, lui aussi inhérent à la logique interne du marché.

Cette représentation du « *grand épisode spéculatif* » est, bien entendu, doctrinairement inacceptable, donc rarement mise en lumière, a fortiori discutée ou comprise : « *La chute périodique dans la démence n'est pas un trait merveilleusement séduisant du capitalisme* », ironise Galbraith.

Paradoxalement, les appels à davantage de transparence et de régulation du système que l'on entend depuis que la crise a éclaté, occultent un peu plus encore le mécanisme spéculatif intrinsèque du capitalisme. Il est d'ailleurs piquant de constater que les représentants des institutions bancaires, à l'une ou l'autre exception près, sont les premiers à s'exonérer de ce devoir d'information et de transparence, si l'on en juge à la rareté de leurs explications publiques jusqu'ici. Il est vrai qu'en dehors des publicités pour ses produits ou ses enseignes dont il continue à inonder les

antennes et les journaux, le monde financier a pour politique de communication de communiquer... le moins possible.

On sait, par ailleurs, en matière de transparence, le tir de barrage qu'a essuyé la proposition du Parti socialiste en Belgique de mettre sur pied une commission parlementaire d'enquête sur les responsabilités dans le volet belge de la crise. Contrairement à ce que professe un mythe têtue, transparence capitaliste et transparence démocratique n'ont donc pas forcément partie liée...

Enfin, le discours sur la transparence et la régulation permet de mieux situer le registre dans lequel toute la problématique s'inscrit pour l'heure : celui d'une sorte de dérapage ou de *dysfonctionnement* de l'économie financière, liée à certains *excès*. Certains acteurs auraient simplement manqué de *prudence* ou, au pire, de *moralité*. La machine, nous dit-on, se serait alors débridée, et serait devenue folle, proprement incontrôlable. C'est la thèse du *capitalisme fou* qui a fini par dérailler.

Dans cette façon de voir, les détenteurs du pouvoir, tant économique que politique, proposent de remettre le train en l'état au plus vite, en consolidant les voies et en sécurisant les abords de la ligne du chemin de fer. En renforçant l'autorité, aussi, des gardiens de la moralité des marchés... Comme si pouvait jamais être un jour *moral* un système littéralement *rapace*, voire *charognard* : il nourrit sa richesse cumulée des cadavres de ceux que l'impératif de survie oblige à « tuer » dans un environnement de mise en concurrence de tous contre tous.

Personne, en revanche, n'envisage de réduire la vitesse de la machine capitaliste, encore moins de modifier son mécanisme fondamental, ou de lui faire changer de direction. Il n'est question, à ce stade, pour surmonter la crise que d'une batterie de mesures *techniques* à mettre en œuvre par les gouvernements, « l'Europe », les Etats... Avec ce post-scriptum au cahier de doléances des acteurs privés d'un cynisme désarmant : surtout que les Etats n'effraient pas les marchés ou ne perturbent pas trop longtemps les règles de la concurrence en prolongeant leur intervention au-delà du *raisonnable* !

Conformément à la doctrine libérale classique, les pouvoirs publics sont invités à limiter l'exercice de leur autorité à la création de l'environnement le plus propice au déploiement, au développement, ou, ici, à la restauration du marché.

Autrement dit : l'intervention des pouvoirs publics ne saurait en aucun cas être *politique*, au sens *réformiste* du terme. Le mot *réforme*, pourtant vocable fétiche de l'époque dans un autre contexte (où il est d'ailleurs utilisé pour réaliser le contraire de ce que préconise son sens réel), est, lui aussi, soudainement devenu un mot fuyant, clandestin, sans papiers... si ce n'est un ordre de quitter le territoire lexicologique de la « crise ».

C'est à la même retenue que sont invités les syndicats, à qui l'on a reproché d'aggraver la situation économique par le maintien du mouvement d'action nationale et de grève du 6 octobre. Outre le transfert insidieux de responsabilité que porte l'argument, celui-ci revient à nier purement

et simplement l'existence d'intérêts opposés dans l'économie de marché, comme dans la déconfiture de celle-ci. Quand le navire prend l'eau, dit la vulgate libérale, il s'agit, pour tous, de ramer dans le même sens. De la même façon, les syndicats sont appelés à participer, en « gelant » leurs revendications salariales, à la maximisation des chances de sauvetage du système. Alors que leur rôle est précisément de défendre ceux qui en sont les premières victimes dans le rapport à l'emploi. Aujourd'hui, plus que jamais, alors que les premiers licenciements ou mises en chômage technique tombent comme les feuilles mortes.

N'est-ce pas tout au contraire maintenant, au moment où le rapport de forces déséquilibré inhérent au fonctionnement libre, ou largement dérégulé, du marché est pris dans la tourmente, qu'il conviendrait pour les dirigeants des forces progressistes, de ramer à contre-courant ? En montrant par exemple, que ce qui est ébranlé ce n'est pas l'équilibre du système ; mais que c'est au contraire son déséquilibre structurel qui provoque les crises énergétique, écologique, alimentaire, sociale et, aujourd'hui, financière.

Parce qu'elle est l'expression de la banqueroute financière, mais aussi politique, d'un système qui permet ou qui organise de telles asymétries dans l'assignation des richesses du monde, la crise en cours doit amener à s'interroger sur bien davantage que les seules conditions d'un hypothétique rétablissement *régulé, maîtrisé* ou *contrôlé* de l'économie financière. Elle ouvre toute grande l'opportunité de poser la question

du sens de la *valeur* dans notre société-monde.

D'un côté, tenante du titre, la version capitaliste de la valeur *ajoutée*, qui embrasse tout ce qui permet d'apporter de la richesse additionnelle à *mon* capital. Y correspond le processus dit *d'optimisation des utilités individuelles du marché les meilleures*. On se situe clairement ici dans une logique privatisée, concurrentielle, et, éventuellement, « agressive » de la valeur : avec l'épargne – pension individuelle par capitalisation au travers de puissants fonds de pension comme produit modèle type.

En face, dans une position de challenger, une version alternative de la valeur, qui fait de la garantie des *droits à la vie de tous*, la condition de l'optimisation de ma propre existence. Et ce à l'échelle de la planète. C'est, comme le dit, joliment, Riccardo Petrella, le *désir d'humanité*.³ L'humanité au sens non pas de l'addition des personnes qui sont sur terre, mais de l'ensemble des personnes qui *vivent ensemble*. La mondialisation, soutient l'économiste de l'UCL, devrait être conçue à cet égard comme le niveau optimal du vivre-ensemble. Et l'économie, étymologiquement, comme la définition des règles de la vie dans la maison commune qu'est l'humanité.

Ce que met en jeu l'hypothèse d'un tel choix, ce n'est pas la perspective *révolutionnaire* d'en finir avec le capitalisme, ni, à l'inverse, celle, minimaliste, de le réguler pour qu'il ne déraile plus – « un Kyoto de la finance », comme le demandent peut-être trop modestement les socialistes européens – mais celle, réellement *réformiste*, d'ouvrir le champ du

débat, comme dans les années 1930 aux Etats-Unis et en Europe, à un nouveau *New Deal* économique, écologique et social. A l'échelle mondiale cette fois.

¹ Pierre le Pesant de Boisguillebert, cité par Jacques Nagels, « Le modèle belge de capitalisme », in *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, (dir. par Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele et Paul Magnette), PUF, 1999.

² John Kenneth Galbraith, *Brève histoire de l'euphorie financière*, Le Seuil, 1990

³ Riccardo Petrella, *Désir d'humanité, le droit de rêver*, Editions Labor, 2004



Information / contact : editions@pac-g.be

© Présence et Action Culturelles – Analyses – 2008/23

8, rue Joseph Stevens • 1000 Bruxelles

Tél : 02/545 79 11 • www.pac-g.be

Editeur responsable : Yanic Samzun

Avec le soutien du Service de l'Education permanente du Ministère de la Communauté française Wallonie-Bruxelles et de la Loterie nationale.

Toutes nos analyses sont disponibles sur notre site www.pac-g.be, rubrique « Publications ».